

(Le 2e Bill n° 73 X) du Sénat, tendant à faire droit à Clarence Robinson Miners.

(Le 3e Bill n° 74 Y) du Sénat, tendant à faire droit à Mary-Menton.

(Le 4e Bill n° 75 Z) du Sénat, tendant à faire droit à Hervey-Easton Jenner.

(Le 5e Bill n° 77 B2) du Sénat, tendant à faire droit à Alexander Lawrie.

(Le 6e Bill n° 81 C2) tendant à faire droit à Alexander-Frederick Naylor.

(Le 7e Bill n° 82 D2), tendant à faire droit à Margaret-Yollowley-Jones Conalty.

(Le 8e Bill n° 84 F2), tendant à faire droit à Daisy-Mary Nicholson.

(Le 9e Bill n° 86 G2) du Sénat, tendant à faire droit à Edwin-Dixton Weir.

(Le 10e Bill n° 87 H2) du Sénat, tendant à faire droit à Henry-James Bristol.

(Le 11e Bill n° 88 I2) du Sénat, tendant à faire droit à Florent Brys.

(Le 12e Bill n° 89 J2) du Sénat, tendant à faire droit à Catherine Rudd.

(Le 13e Bill n° 90 K2) du Sénat, tendant à faire droit à Norman-Edward Harris.

(Le 14e Bill n° 91 L2) du Sénat, tendant à faire droit à Maria-Amy Drury.

REPRISE DE LA DISCUSSION DES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides.

Travaux publics—Divers, \$984,200.

L'hon. J. H. KING (ministre des Travaux publics): Avant dix heures l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens) a parlé des arrangements des cales de radoub de Vancouver. Il a aussi demandé à ce que nous donnions l'occasion, à l'honorable député de Burrard (M. Clark) de discuter plus tard le sujet. Je désire beaucoup que nous continuions l'étude des subsides, mais je puis dire à mon honorable ami que nous donnerons une autre occasion à l'honorable député de Burrard de discuter le sujet, sans doute quand nous en serons aux crédits supplémentaires, si cela peut lui convenir.

L'hon. M. STEVENS: Le comité comprendra que ce n'est pas sans excellentes raisons que j'ai fait cette demande au nom de l'honorable député de Burrard. Comme je l'ai fait entendre, il a été rappelé chez lui par le décès d'un parent et j'ai demandé qu'on lui offre l'occasion de discuter ce sujet, car il désire beaucoup présenter sa manière de voir. Je ne veux nullement retarder l'étude des subsides, mais il est difficile de savoir comment nous pourrions reprendre le sujet. Si le ministre veut me

donner sa promesse, j'ai tout ce que je demande.

L'hon. J. H. KING: Soyez tranquille de ce côté-là.

M. LADNER: J'ai reçu une dépêche énergique exposant les vœux de la population de la Colombie-Anglaise relativement à cette question. Une des particularités de la campagne électorale, c'est l'unanimité avec laquelle les candidats des deux partis ont soutenu la nécessité des travaux du bassin de radoub de Vancouver. On a entendu des bruits venant de l'Est d'après lesquels, si le parti libéral arrivait au pouvoir, l'entreprise pourrait en souffrir.

Le bassin est nécessaire. Le député de Vancouver-Centre (M. Stevens) a exposé la question en détail. Je dirai seulement, à mon tour, que la reprise des travaux est urgente. De nombreux bâtiments voyagent entre ce port et ceux de Chine, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de la Californie, du Mexique, de l'Amérique du Sud et autres points des côtes du Pacifiques et c'est le seul port de quelque importance en Canada qui manque d'installation pour la réparation des navires.

On dit que Victoria possédera bientôt un bassin de radoub qui pourra satisfaire à tous nos besoins; mais si je suis bien renseigné, ce n'est pas avant quatre ou cinq ans que le bassin sera en achèvement. La cale projetée pour Vancouver serait construite, m'assure-t-on, en peu de temps. J'espère que le ministre se rendra compte de l'importance pour Vancouver de l'exécution de ces travaux. Le port est dominé par le mont de la Couronne qui se divise en deux sommets ayant la forme de lions rampants. Que le Gouvernement prenne garde que ces figures inanimées ne se mettent à rugir, lors des prochaines élections provinciales.

Mais cela est une autre question. Je désire seulement convaincre le ministre de l'urgence des travaux projetés au seul point de vue des affaires. La population des basses terres ne peut pas comprendre comment le Gouvernement d'un grand pays comme le Canada peut se résoudre à révoquer une telle entreprise à Vancouver, qui nécessiterait une charge annuelle de \$112,000 tout au plus.

Après les sommes considérables qui sont dépensées ailleurs et le besoin de ces travaux pour Vancouver, comment pourra-t-on justifier le refus du Gouvernement aux populations intéressées dans cette partie du pays.